

**III. TRAITEMENT - CARRIERE**

Le traitement annuel brut de début de carrière est de € 45.477,14 à € 61.100,89 au coefficient actuel de liquidation, selon l'âge du candidat au moment de son entrée en service.

Le recrutement s'effectue à l'essai pour un an dans le grade d'attaché, si l'intéressé(e) est médicalement apte à exercer la fonction. Une nomination à titre définitif peut intervenir à l'issue de l'année d'essai, pour autant que celle-ci se termine avec succès.

L'attaché peut accéder en carrière plane au grade de :

- conseiller adjoint, après 3 ans de service;
- conseiller, après 10 ans de service;
- premier conseiller, après 15 ans de service.

Le traitement annuel brut maximum de fin de carrière s'élève à € 106.964,65 au coefficient actuel de liquidation.

**IV. PRESTATIONS**

La fin des prestations journalières est fonction des nécessités de service.

**V. INSCRIPTION**

Les demandes avec *curriculum vitae* doivent être adressées par écrit, au plus tard le 29 juillet 2011, au service du Personnel et des Affaires sociales de la Chambre des représentants, Secrétariat des examens, Palais de la Nation, 1008 Bruxelles.

Le formulaire d'inscription et la brochure reprenant le programme des épreuves seront automatiquement envoyés aux candidats qui réunissent les conditions de participation.

Les demandes antérieures doivent être renouvelées.

Seuls seront admis aux épreuves de sélection les candidats qui auront renvoyé leur formulaire d'inscription dûment complété, et accompagné d'une copie de leur diplôme.

**III. WEDDE - LOOPBAAN**

De bruto jaarwedde bij het begin van de loopbaan bedraagt, tegen de huidige liquidatiecoëfficiënt, € 45.477,14 à € 61.100,89, volgens de leeftijd van de kandidaat bij de indiensttreding.

De aanwerving geschiedt op proef voor één jaar in de graad van attaché, als de betrokkene medisch geschikt is voor de uitoefening van de functie. Na de proeftijd kan een benoeming in vast verband plaatsvinden indien de proeftijd met succes werd beëindigd.

De attaché kan in de vlakke loopbaan worden bevorderd tot :

- adjunct-adviseur, na 3 jaar dienst;
- adviseur, na 10 jaar dienst;
- eerste adviseur, na 15 jaar dienst.

De maximum brutowedde op het einde van de loopbaan bedraagt € 106.964,65 per jaar, tegen de huidige liquidatiecoëfficiënt.

**IV. PRESTATIES**

Het einde van de dagprestaties wordt bepaald volgens de vereisten van de dienst.

**V. INSCHRIJVING**

De aanvragen met *curriculum vitae* moeten schriftelijk en uiterlijk 29 juli 2011 worden gericht aan de dienst Personeel en Sociale Zaken van de Kamer van volksvertegenwoordigers, Examensecretariaat, Paleis der Natie, 1008 Brussel.

Het inschrijvingsformulier en de brochure met het examenprogramma zullen automatisch worden toegestuurd aan de kandidaten die aan de deelnemingsvoorwaarden voldoen.

Vroegere aanvragen moeten worden hernieuwd.

Tot de selectieproeven worden enkel toegelaten de kandidaten die hun inschrijvingsformulier ingevuld terugsturen, samen met een kopie van hun diploma.

**SELOR****BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE**

[2011/203008]

**Recrutement. — Résultat****Sélection comparative néerlandophone de contrôleurs sociaux**

La sélection comparative néerlandophone de contrôleurs sociaux (m/f) (niveau B) pour l'Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants (INASTI) (ANG11010) a été clôturée le 6 juin 2011.

Le nombre de lauréats s'élève à 9.

**SELOR****SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID**

[2011/203008]

**Werving. — Uitslag****Vergelijkende selectie van Nederlandstalige sociaal controleurs**

De vergelijkende selectie van Nederlandstalige sociaal controleurs (m/v) (niveau B) voor het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen (RSVZ) (ANG11010) werd afgesloten op 6 juni 2011.

Er zijn 9 geslaagden.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR**

[C - 2011/00381]

**10 JUIN 2011. — Circulaire relative aux compétences du bourgmestre dans le cadre de l'éloignement d'un ressortissant d'un pays tiers**

A Mesdames et Messieurs les bourgmestres,

La présente circulaire a pour objectif de rappeler et d'expliciter certaines missions du bourgmestre ou de son délégué dans le cadre de l'éloignement d'un ressortissant d'un pays tiers.

L'exécution de la politique d'éloignement nécessite une bonne coopération entre toutes les autorités compétentes ainsi qu'une concertation dans le respect des compétences de chaque autorité.

La coopération de toutes les autorités compétentes est souhaitable en vue de convaincre le ressortissant d'un pays tiers qui fait l'objet d'une décision d'éloignement de partir volontairement.

La coopération de toutes les autorités compétentes est essentielle en vue d'informer le ressortissant d'un pays tiers sur les mesures nécessaires qui peuvent être prises pour exécuter la décision d'éloignement, à savoir le maintien dans un centre fermé en vue de l'éloignement

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN**

[C - 2011/00381]

**10 JUNI 2011. — Omzendbrief betreffende de bevoegdheden van de gurgemeester in het kader van de verwijdering van een onderdaan van een derde land**

Aan de Dames en Heren burgemeesters,

Deze omzendbrief heeft tot doel bepaalde opdrachten van de burgemeester of zijn gemachtigde in het kader van de verwijdering van een onderdaan van een derde land in herinnering te brengen en nader toe te lichten.

Voor de uitvoering van het verwijderingsbeleid is een goede samenwerking noodzakelijk tussen alle bevoegde overheden alsook overleg met respect voor de bevoegdheden van elke overheid.

De samenwerking tussen alle bevoegde overheden is van wezenlijk belang om de onderdaan van een derde land die het voorwerp uitmaakt van een beslissing tot verwijdering te overtuigen om vrijwillig te vertrekken.

De samenwerking tussen alle bevoegde overheden is van essentieel belang om de onderdaan van een derde land te informeren over de noodzakelijke maatregelen die genomen kunnen worden om de beslissing tot verwijdering uit te voeren, namelijk de vasthouding in een gesloten centrum met oog op de verwijdering van het grondgebied.

I. Suivi de la décision d'éloignement prise par le Ministre ou son délégué.

En vertu de l'article 62, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, le bourgmestre de la commune ou son délégué où se trouve le ressortissant d'un pays tiers, est tenu de notifier sans délai les décisions prises par le ministre ou son délégué.

A cette fin, le bourgmestre ou son délégué est tenu de convoquer le ressortissant d'un pays tiers à l'administration communale. La convocation est envoyée à l'adresse communiquée et cela, même si celui-ci n'est pas inscrit dans les registres de la commune ou en est radié.

Le bourgmestre ou son délégué est tenu de communiquer au ministre ou à son délégué toute information dont il a connaissance relative à l'identité du ressortissant d'un pays tiers afin que les mesures nécessaires puissent être prises. A cet effet, un formulaire d'identification doit être rempli, lors de sa première convocation. A ce sujet, des explications sont reprises au point IV.

Si le ressortissant d'un pays tiers ne se présente pas pour se voir notifier la décision, la notification doit être effectuée au lieu de résidence.

Lors de la notification de la décision d'éloignement, le bourgmestre ou son délégué l'informe :

1° de la portée de la décision et des voies de recours;

2° sur la délivrance d'une nouvelle convocation à l'administration communale afin de lui demander des informations sur la préparation de son retour. Les informations sur cette convocation sont développées au point IV;

3° sur le fait qu'une enquête de résidence aura lieu lors de l'expiration du délai octroyé pour quitter le territoire pour vérifier s'il a donné suite à la décision d'éloignement. Les informations sur cette enquête sont développées au point V;

4° sur les conséquences s'il demeure au-delà du délai octroyé pour quitter le territoire. Il s'agit notamment d'un maintien en détention dans un centre fermé ou dans un lieu d'hébergement (famille) en vue d'effectuer un éloignement forcé;

5° la possibilité d'être assisté par Fedasil (tél. : 02-213 44 31), par la Cellule retour volontaire de l'Office des étrangers (tél. : 02-793 83 69) ou par les partenaires locaux en vue d'organiser son retour volontaire, dont les coordonnées sont transmises par le bourgmestre ou son délégué. De plus amples informations sur le retour volontaire sont développées au point VII.

Après la notification de la décision, il est demandé d'envoyer immédiatement, une copie de la décision et de tout autre document lié au suivi de la décision d'éloignement au Ministre ou à son délégué (Bureau Sefor). Lorsque le ressortissant d'un pays tiers refuse de signer, cela est indiqué sur la décision et une copie de la décision est également envoyée.

II. Suivi de la décision d'éloignement prise par le Ministre ou son délégué et notifiée directement au ressortissant d'un pays tiers.

Lorsque la notification de la décision d'éloignement est effectuée par pli recommandé au domicile élu du ressortissant d'un pays tiers ou par télécopieur s'il a élu domicile chez son avocat, l'Office des étrangers en informe le bourgmestre ou son délégué de son lieu de résidence effectif. Il est demandé au bourgmestre ou à son délégué de convoquer le ressortissant d'un pays tiers en vue de l'informer comme cela est expliqué au point I.

III. Suivi de la décision d'éloignement prise par le bourgmestre ou son délégué.

Lorsque le bourgmestre ou son délégué notifie une décision d'éloignement au ressortissant d'un pays tiers, il en informe l'Office des étrangers. Lors de cette notification, le bourgmestre ou son délégué l'informe comme cela est indiqué au point I.

I. Opvolging van de beslissing tot verwijdering genomen door de Minister of zijn gemachtigde.

Krachtens artikel 62, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen moet de burgemeester van de gemeente waar de onderdaan van een derde land zich bevindt, of zijn gemachtigde, de door de minister of zijn gemachtigde genomen beslissingen onverwijld betekenen.

Te dien einde moet de burgemeester of zijn gemachtigde de onderdaan van een derde land oproepen om zich bij het gemeentebestuur aan te bieden. Deze oproepingsbrief wordt naar het opgegeven adres gestuurd, en dit zelfs wanneer hij niet ingeschreven is in of wanneer hij geschrapt is uit de gemeenteregisters.

De burgemeester of zijn gemachtigde moet aan de minister of zijn gemachtigde alle informatie waarvan hij kennis heeft betreffende de identiteit van de onderdaan van een derde land meedelen, zodat de noodzakelijke maatregelen genomen kunnen worden. Te dien einde dient een identificatieformulier bij de eerste oproep te worden ingevuld. In punt IV wordt dit verder toegelicht.

Indien de onderdaan van een derde land zich niet aanbiedt om zich de beslissing te laten betekenen, moet de betekening op de verblijfplaats uitgevoerd worden.

Bij de betekening van de beslissing tot verwijdering informeert de burgemeester of zijn gemachtigde hem over :

1° de draagwijdte van de beslissing en de rechtsmiddelen;

2° de afgifte van een nieuwe oproep om zich aan te bieden bij het gemeentebestuur om inlichtingen te verstrekken over de voorbereiding van zijn terugkeer. In punt IV wordt verder ingegaan op deze oproep;

3° het feit dat een onderzoek van de verblijfplaats zal plaatsvinden wanneer de termijn die toegekend wordt om het grondgebied te verlaten verstrijkt, om te verifiëren of hij gevolg gegeven heeft aan de beslissing tot verwijdering. In punt V wordt er verder ingegaan op dit onderzoek;

4° de gevolgen van het verblijven op het grondgebied na het verstrijken van de toegekende termijn. Het gaat inzonderheid om de vasthouding in een gesloten centrum of woonunit (familie) met oog op de gedwongen verwijdering;

5° de mogelijkheid om met het oog op het organiseren van zijn vrijwillige terugkeer bijgestaan te worden door Fedasil (tel. : 02-213 44 31), de Cel vrijwillige terugkeer van de Dienst Vreemdelingenzaken (tel. : 02-793 83 69) of door de lokale partners waarvan de gegevens doorgegeven worden door de burgemeester of zijn gemachtigde. In punt VII vindt u verdere informatie over de vrijwillige terugkeer.

Er wordt gevraagd om onmiddellijk na de betekening van de beslissing een kopie van de betekening en van alle documenten die betrekking hebben op de opvolging van de beslissing tot verwijdering, naar de minister of zijn gemachtigde (Bureau Sefor) te sturen. Indien de onderdaan van een derde land weigert te tekenen, wordt dit vermeld op de beslissing en wordt eveneens een kopie opgestuurd.

II. Opvolging van de beslissing tot verwijdering genomen door de minister of zijn gemachtigde en rechtstreeks betekend aan de onderdaan van een derde land.

Als de kennisgeving van de beslissing tot verwijdering gebeurt per aangetekende brief of de gekozen woonplaats van de onderdaan van een derde land of per fax als hij woonplaats gekozen heeft bij zijn advocaat, brengt de Dienst Vreemdelingenzaken de burgemeester of zijn gemachtigde van zijn effectieve verblijfplaats hiervan op de hoogte. Er wordt gevraagd aan de burgemeester of zijn gemachtigde om de onderdaan van een derde land op te roepen om hem te informeren zoals uitgelegd in punt I.

III. Opvolging van de beslissing tot verwijdering genomen door de burgemeester of zijn gemachtigde.

Wanneer de burgemeester of zijn gemachtigde een onderdaan van een derde land in kennis stelt van een beslissing tot verwijdering, brengt hij de Dienst Vreemdelingenzaken hiervan op de hoogte. Bij deze kennisgeving informeert de burgemeester of zijn gemachtigde hem zoals aangeduid in punt I.

IV. Convocation à l'administration communale en vue d'être informé sur la préparation du retour.

Dès le premier contact de l'administration communale concernant la notification de la décision, le ressortissant d'un pays tiers doit être informé sur la préparation de son retour et sur les éléments nécessaires à fournir pour son retour. Ces éléments peuvent être par exemple un passeport, un billet d'avion, le dossier de retour volontaire.

Lorsque le ressortissant d'un pays tiers ne se présente pas à la date prévue, il est demandé d'effectuer immédiatement une enquête de résidence afin de connaître le motif de la non présentation.

A chaque ressortissant d'un pays tiers, il est demandé d'apporter :

- 1° tous les documents d'identité ou autres documents à partir desquels l'identité peut être établie;
- 2° trois photos d'identité identiques.

Lorsque le ressortissant d'un pays tiers s'inscrit, le premier volet du formulaire d'identification est rempli ou complété avec lui et une photo d'identité est apposée à l'endroit indiqué. Le ressortissant d'un pays tiers signe le premier volet et reçoit une copie.

Le bourgmestre ou son délégué peut ajouter toute autre information relevante concernant l'identité du ressortissant d'un pays tiers sur l'autre volet du formulaire.

Une copie de tous ces documents est transmise au Bureau Sefor de l'Office des étrangers :

Tél. : 02-793 82 70 (NL), 02-793 82 71 (FR).

Fax : 02-274 66 13.

E-mail : Bur\_Sefor@ibz.fgov.be

L'Office des étrangers peut demander une photo d'identité au bourgmestre ou à son délégué en vue de l'obtention d'un document de voyage.

Lorsque le ressortissant d'un pays tiers ne dispose pas d'un document de voyage valable, il lui est demandé de se présenter muni d'une copie du formulaire d'identification et d'une photo d'identité dans les trois jours ouvrables auprès du Bureau Printrak de l'Office des étrangers en vue de procéder à sa prise d'empreintes digitales pour déterminer son identité.

V. Enquête de résidence à effectuer lorsqu'une décision d'éloignement a été notifiée au ressortissant d'un pays tiers.

Lorsqu'un ressortissant d'un pays tiers a fait l'objet d'une décision de refus de séjour, assortie d'un délai pour quitter le territoire, il est demandé au bourgmestre ou à son délégué de faire vérifier à l'adresse déclarée après l'expiration du délai octroyé, si le ressortissant d'un pays tiers a donné suite à sa décision d'éloignement et a quitté sa résidence.

Il est demandé au bourgmestre ou à son délégué d'insister auprès des services de police pour qu'ils effectuent ces contrôles de résidence et communiquent ce rapport, dès la fin de ce contrôle.

Le service de police transmet le rapport directement au Bureau Sefor et une copie au bourgmestre ou à son délégué.

Les coordonnées du Bureau Sefor sont :

Tél. : 02-793 82 70 (NL), 02-793 82 71 (FR).

Fax : 02-274 66 13.

E-mail : Bur\_Sefor@ibz.fgov.be

VI. Les conséquences prévues lorsque l'étranger demeure au-delà du délai octroyé pour quitter le territoire.

Lorsqu'un ressortissant d'un pays tiers a fait l'objet d'une décision de refus de séjour, assortie d'un délai pour quitter le territoire, il est demandé au bourgmestre ou à son délégué de faire vérifier à l'adresse déclarée, systématiquement après l'expiration du délai octroyé, si le ressortissant d'un pays tiers a donné suite à sa décision d'éloignement et a quitté sa résidence.

Lorsque le ressortissant d'un pays tiers demeure dans son lieu de résidence, il est procédé à son éloignement forcé. Le Bureau Sefor donne instruction au service de police pour procéder à l'interception du ressortissant d'un pays tiers et à la notification de la décision de maintien en vue de son éloignement. Après la notification de la décision, le service de police conduit le ressortissant d'un pays tiers dans un centre fermé désigné ou le lieu d'hébergement désigné.

L'identification du ressortissant d'un pays tiers sera effectuée de préférence avant de le maintenir en détention en vue d'exécuter son éloignement, de manière à ce que la détention soit aussi brève que possible.

IV. Oproep om zich aan te bieden bij het gemeentebestuur, om geïnformeerd te worden over de voorbereiding van de terugkeer.

Vanaf het eerste contact met het gemeentebestuur in verband met de betekening van de beslissing, moet de onderdaan van een derde land de voorbereiding van zijn terugkeer toelichten en de noodzakelijke elementen voor deze terugkeer aanreiken. Deze elementen kunnen bijvoorbeeld een paspoort, een vliegtuigticket of het dossier van de vrijwillige terugkeer zijn.

Indien de onderdaan van een derde land zich niet aanbiedt op de voorziene datum wordt er gevraagd om onmiddellijk een onderzoek van de verblijfplaats uit te voeren om te achterhalen waarom hij zich niet aangeboden heeft.

Aan elke onderdaan van een derde land wordt gevraagd het volgende mee te brengen :

- 1° alle identiteitsdocumenten of andere documenten waaruit zijn identiteit kan afgeleid worden;
- 2° drie identieke pasfoto's.

Wanneer de onderdaan van een derde land zich aanmeldt, wordt het eerste luik van het identificatieformulier samen met hem ingevuld of aangevuld, en wordt een pasfoto toegevoegd op de voorziene plaats. De onderdaan van een derde land ondertekent dit eerste luik en ontvangt er een kopie van.

De burgemeester of zijn gemachtigde kan andere relevante informatie in verband met de identiteit van de onderdaan van een derde land toevoegen op een ander luik van het formulier.

Van dit alles wordt een kopie bezorgd aan het Bureau Sefor van de Dienst Vreemdelingenzaken :

Tel. : 02-793 82 70 (NL), 02-793 82 71 (FR).

Fax : 02-274 66 13.

E-mail : Bur\_Sefor@ibz.fgov.be

De Dienst Vreemdelingenzaken kan een foto opvragen aan de burgemeester of zijn gemachtigde met het oog op het verkrijgen van een reisdocument.

Indien de onderdaan van een derde land niet beschikt over geldige reisdocumenten, wordt hem opgedragen om zich binnen drie werkdagen met de kopie van het identificatieformulier en een pasfoto aan te bieden bij het Bureau Printrak van de Dienst Vreemdelingenzaken met het oog op het nemen van vingerafdrukken voor het bepalen van zijn identiteit.

V. Onderzoek van de verblijfplaats dat moet worden uitgevoerd indien een beslissing tot verwijdering betekend werd aan de onderdaan van een derde land.

Indien een onderdaan van een derde land het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing tot weigering van verblijf, die gepaard gaat met een termijn om het grondgebied te verlaten, wordt aan de burgemeester of zijn gemachtigde gevraagd om na het verstrijken van de toegekende termijn op het opgegeven adres te laten verifiëren of de onderdaan van een derde land gevolg gegeven heeft aan de beslissing tot verwijdering en zijn verblijfplaats verlaten heeft.

Aan de burgemeester of diens gemachtigde wordt gevraagd om er bij de politiediensten op aan te dringen deze verblijfscontroles uit te voeren en het verslag na het einde van de controle te bezorgen.

De politiedienst stuurt het verslag rechtstreeks naar het Bureau Sefor, en een kopie naar de burgemeester of diens gemachtigde.

De gegevens van het Bureau Sefor zijn :

Tel. : 02/793 82 70 (NL), 02-793 82 71 (FR).

Fax : 02-274 66 13.

E-mail : Bur\_Sefor@ibz.fgov.be

VI. De gevolgen die verbonden zijn aan het verblijven op het grondgebied na het verstrijken van de toegekende termijn om het grondgebied te verlaten.

Indien een onderdaan van een derde land het voorwerp uitgemaakt heeft van een beslissing tot weigering van verblijf, die gepaard gaat met een termijn om het grondgebied te verlaten, wordt aan de burgemeester of zijn gemachtigde gevraagd om na het verstrijken van de toegekende termijn systematisch op het opgegeven adres te laten verifiëren of de onderdaan van een derde land gevolg gegeven heeft aan de beslissing tot verwijdering en zijn verblijfplaats verlaten heeft.

Indien de onderdaan van een derde land nog op zijn verblijfplaats verblijft, zal overgegaan worden tot de gedwongen verwijdering. Bureau Sefor geeft de instructie aan de politiedienst om de onderdaan van een derde land aan te houden en de beslissing tot het vasthouden met het oog op de gedwongen verwijdering te betekenen. Na de betekening van deze beslissing brengt de politiedienst betrokkene over naar het aangewezen gesloten centrum of de aangewezen woonunit.

De identificatie van de onderdaan van een derde land zal bij voorkeur uitgevoerd worden voordat hij met het oog op de uitvoering van zijn verwijdering vastgehouden wordt, zodat de vasthouding zo kort mogelijk is.

## VII. Informations sur le retour volontaire.

Lors de la délivrance d'un ordre de quitter le territoire, le ressortissant d'un pays tiers doit retourner dans son pays d'origine ou pays où il est autorisé au séjour. En principe, il doit le faire lui-même. Il lui est demandé d'en informer le bourgmestre ou son délégué en transmettant la date, le lieu de départ, la destination et une copie du moyen de transport. Ces données sont transmises par le bourgmestre ou son délégué au Bureau Sefor.

Lorsqu'il ne dispose pas des moyens nécessaires, le ressortissant d'un pays tiers qui le souhaite peut faire appel au programme de retour volontaire. Ce programme prévoit qu'un billet d'avion, un accompagnement à l'aéroport, une éventuelle prime et un soutien matériel dans le pays d'origine peuvent être pris en charge. Ce programme est exécuté par l'Organisation Internationale pour les Migrations (O.I.M.) et Caritas international, sous la supervision de Fedasil.

Pour obtenir plus d'informations à ce sujet et des modalités précises, vous pouvez consulter le site web : [www.retourvolontaire.be](http://www.retourvolontaire.be)

Vous pouvez aussi prendre contact avec Fedasil :

Tél. : 02-213 44 31 (NL), 02-213 43 85 (FR).

Le ressortissant d'un pays tiers à qui un ordre de quitter le territoire est notifié, doit être informé des possibilités de retourner volontairement.

Vous pouvez trouver de l'information sur le site [www.retourvolontaire.be](http://www.retourvolontaire.be) Sur ce site, vous trouverez, en effet, des brochures, dans différentes langues, qui résument le programme. Ces brochures peuvent être imprimées et être communiquées au ressortissant d'un pays tiers.

Il est aussi demandé d'indiquer au ressortissant d'un pays tiers qui souhaite retourner ou obtenir plus d'informations sur le retour volontaire, qu'il peut prendre contact avec un consultant pour le retour de Fedasil. Ces consultants traitent la demande et sont joignables au tél. : 02-213 43 78.

Lorsque le ressortissant d'un pays tiers ne possède plus de documents d'identité pour retourner dans son pays d'origine, il est informé qu'il doit se présenter à l'ambassade de son pays d'origine afin qu'elle lui délivre un passeport ou un laissez-passer.

Il est demandé d'informer le ressortissant d'un pays tiers qu'il peut consulter les coordonnées de son ambassade sur le site internet <http://diplomatie.belgium.be/fr>, sous la rubrique « Ambassades et consulats ».

Enfin, le ressortissant d'un pays tiers peut s'adresser à la Cellule retour volontaire de l'Office des étrangers (tél. : 02-793.83.69) pour être assisté lors de son retour.

## VII. Informatie over de vrijwillige terugkeer.

Wanneer een bevel om het grondgebied te verlaten afgegeven wordt, moet de onderdaan van een derde land terugkeren naar zijn land van herkomst of naar het land waar hij gemachtigd is tot verblijf. In principe moet hij dit zelfstandig doen. Er wordt hem gevraagd de burgemeester of zijn gemachtigde volgende gegevens te verstrekken : de datum van vertrek, de plaats van vertrek, de bestemming en een kopie van zijn vervoersbewijs. Deze gegevens worden door de burgemeester of zijn gemachtigde doorgestuurd aan het Bureau Sefor.

Indien hij niet over de nodige middelen beschikt, kan de onderdaan van een derde land, beroep doen op het vrijwillige terugkeerprogramma. Dit programma voorziet in een vliegtuigticket, begeleiding op de luchthavens en eventueel een premie en materiële steun in het land van herkomst. Dit programma wordt uitgevoerd door de Internationale Organisatie voor Migratie (I.O.M) en door Caritas internationaal, onder de supervisie van Fedasil.

Voor meer informatie over dit programma en over de precieze modaliteiten, kan u terecht op de website [www.vrijwilligeterugkeer.be](http://www.vrijwilligeterugkeer.be)

Tevens kan u contact opnemen met Fedasil :

Tel. : 02-213 44 31 (NL), 02-213 43 85 (FR).

De onderdaan van een derde land aan wie het bevel om het grondgebied te verlaten betekend wordt, moet geïnformeerd worden over deze mogelijkheid om vrijwillig terug te keren.

Informatie hierover kan u vinden op de website [www.vrijwilligeterugkeer.be](http://www.vrijwilligeterugkeer.be) Op deze website bevinden zich namelijk brochures die, in verschillende talen, een samenvatting bevatten van het programma. Deze brochures kunnen worden afgedrukt en meegegeven aan de onderdaan van een derde land.

Tevens wordt gevraagd de onderdaan van een derde land erop te wijzen dat hij contact kan opnemen met een terugkeerconsulent van Fedasil indien hij wenst terug te keren of bijkomende informatie wenst over vrijwillige terugkeer. Deze consulenten behandelen de aanvraag en zijn te bereiken op het nummer tel. : 02-213 43 78.

Indien de onderdaan van een derde land niet meer in het bezit is van identiteitsdocumenten om naar zijn land van herkomst terug te keren wordt hem meegedeeld dat hij zich bij de ambassade van zijn land van herkomst moet aanbieden, opdat een paspoort of een laissez-passer aan hem kan afgeleverd worden.

Er wordt gevraagd om de onderdaan van een derde land mee te delen dat hij de gegevens van zijn ambassade kan raadplegen op website <http://diplomatie.belgium.be/nl>, onder de rubriek « Ambassades en consulaten ».

Ten slotte kan de onderdaan van een derde land zich wenden tot de Cel vrijwillige terugkeer van de Dienst Vreemdelingenzaken (tel. : 02-793 83 69) om zich bij zijn terugkeer te laten bijstaan.

## VIII. Informations pratiques.

Dans un souci de faciliter la mise en œuvre des modalités développées au sein de la présente circulaire, une campagne de sensibilisation et une formation seront organisées au sein de l'administration communale, par l'Office des étrangers.

Enfin, je tiens à vous signaler que de la documentation pour le bourgmestre ou son délégué est insérée sur le site GEMCOM. Sur le site [www.sefor.be](http://www.sefor.be), une brochure destinée au ressortissant d'un pays tiers est consultable. Cette information est disponible dans de nombreuses langues.

Il vous est demandé de contribuer à la diffusion de cette brochure afin de bien informer le ressortissant d'un pays tiers concerné par une mesure d'éloignement de ses droits et obligations.

Toute information sur la présente circulaire peut être demandée auprès du Bureau Sefor :

Tél. : 02-793 82 70 (NL), 02-793 82 71 (FR).

Fax : 02-274 66 13.

E-mail : [Bur\\_Sefor@ibz.fgov.be](mailto:Bur_Sefor@ibz.fgov.be)

Bruxelles, le 10 juin 2011.

Le Secrétaire d'Etat à la Politique de Migration et d'asile,  
M. WATHELET

## VIII. Praktische informatie.

Om de toepassing van de in deze omzendbrief ontwikkelde modaliteiten te vergemakkelijken zal de Dienst Vreemdelingenzaken bij het gemeentebestuur een sensibiliseringscampagne en een opleiding organiseren.

Ten slotte wil ik u melden dat op de site GEMCOM documentatie voor de burgemeester en zijn gemachtigde terug te vinden is. Op de site [www.sefor.be](http://www.sefor.be) wordt een brochure voor de onderdaan van een derde land ter beschikking gesteld. De informatie wordt aangeboden in verschillende talen.

U wordt verzocht deze brochure te helpen verspreiden, zodat een onderdaan van een derde land die bij een verwijderingmaatregel is betrokken goed wordt geïnformeerd over zijn rechten en plichten.

Alle inlichtingen over deze omzendbrief kunnen worden aangevraagd bij het Bureau Sefor :

Tel. : 02-793 82 70 (NL), 02-793 82 71 (FR).

Fax : 02-274 66 13.

E-mail : [Bur\\_Sefor@ibz.fgov.be](mailto:Bur_Sefor@ibz.fgov.be)

Brussel, 10 juni 2011.

De Staatssecretaris voor Migratie- en asielbeleid,  
M. WATHELET

## SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

## Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines

*Publications prescrites par l'article 770  
du Code civil*

[2010/54898]

## Succession en déshérence de Houbion, Pierre

Houbion, Pierre Adelin Ghislain, divorcé de Close, Annette, né à Verviers le 13 avril 1926, domicilié à Fontaine-l'Évêque, Cité des Oiseaux 20/19, est décédé à Fontaine-l'Évêque le 21 juin 1995, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Charleroi a, par ordonnance du 4 novembre 2010, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Namur, le 8 décembre 2010.

Le directeur régional a.i. de l'enregistrement et des domaines,  
M. de Pierpont.

(54898)

## Succession en déshérence de Fauquet, Alain Marcel

Fauquet, Alain Marcel, né à Belœil le 15 juillet 1952, domicilié à Saint-Ghislain, rue Emile Vandervelde 78/1, est décédé à Saint-Ghislain le 7 octobre 2005, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Mons a, par ordonnance du 22 novembre 2010, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Mons, le 6 décembre 2010.

Pour le directeur de l'enregistrement a.i.,  
Ch. Honorez.

(54899)

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

## Administratie van het kadaster, registratie en domeinen

*Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770  
van het Burgerlijk Wetboek*

[2010/54898]

## Erfloze nalatenschap van Houbion, Pierre

Houbion, Pierre Adelin Ghislain, echtgescheiden van Close, Annette, geboren te Verviers op 13 april 1926, wonende te Fontaine-l'Évêque, Vogelsestad 20/19, is overleden te Fontaine-l'Évêque op 21 juni 1995, zonder bekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de btw, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Charleroi, bij beschikking van 4 november 2010, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Namen, 8 december 2010.

De gewestelijke directeur a.i. der registratie en domeinen,  
M. de Pierpont.

(54898)

## Erfloze nalatenschap van Fauquet, Alain Marcel

Fauquet, Alain Marcel, geboren te Belœil op 15 juli 1952, wonende te Saint-Ghislain, rue Emile Vandervelde 78/1, is overleden te Saint-Ghislain op 7 oktober 2005, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de btw, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Bergen, bij beschikking van 22 november 2010, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Bergen, 6 december 2010.

De gewestelijke directeur van de registratie a.i.,  
Ch. Honorez.

(54899)